

Le jeudi 7 septembre 2017

**Face à l'arme nucléaire, Emmanuel Macron est
« en retard d'une stratégie et d'une morale »**

Jean-Marie Muller *

Ainsi donc, le Président Macron a cru devoir faire de la justification de l'arme nucléaire un événement majeur du début de son quinquennat. Le 4 juillet, il se fait hélitreuiller à bord du Terrible, un des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) de Ile Longue dans la rade de Brest et, le 20 juillet, il se rend sur la base aérienne d'Istres qui abrite la composante aéroportée constituée des missiles air-sol de moyenne portée améliorée (ASMPA) installés sur des Mirage dont la visibilité traduit, selon le ministère des armées, la " détermination française à agir ". Un pareil affichage en faveur de la dissuasion nucléaire, qui peut paraître lisse en apparence, est lourd de graves ambiguïtés dont Emmanuel Macron ne semble pas conscient.

En 1969, alors qu'il était encore un adversaire résolu de l'arme nucléaire, François Mitterrand, évoquant le choix du général de Gaulle en faveur de la dissuasion n'hésite pas à affirmer que celui-ci est "en retard d'une stratégie et d'une morale". Il poursuit : "La sécurité sur le thème "à chacun sa bombe atomique" annonce la guerre certaine et la mort pour tous, le vainqueur étant celui qui meurt un quart d'heure après l'autre."

Pour sa part, quelques années plus tard, à l'occasion de l'élection présidentielle de 1981, François Mitterrand se mettra lui-même délibérément en retard pour pouvoir se rallier à l'Etat nucléaire.

Le président Giscard d'Estaing fera lui-même l'expérience qu'en possédant l'arme nucléaire, il est "en retard d'une stratégie". Dans ses mémoires, il raconte que dans l'hypothèse où la France devrait faire face à une agression soviétique la doctrine l'inviterait à procéder à un tir nucléaire tactique sur les armées soviétiques, provoquant ainsi une escalade nucléaire qui menacerait de détruire la France. Dans ces conditions, le Président français conclut qu'il n'a pas d'autre choix que de ne pas donner l'autorisation de tir. Il conclut, incluant cette fois le domaine de la dissuasion stratégique : "Quoi qu'il arrive, je ne prendrai jamais l'initiative d'un geste qui conduirait à l'anéantissement de la France".

Pour sa part, Emmanuel Macron se trouve effectivement en retard "d'une stratégie et d'une morale". La préméditation d'un crime contre l'humanité qui structure la dissuasion nucléaire implique la négation et le reniement des valeurs morales qui fondent la civilisation. Peut-être faut-il reconnaître au Président français une circonstance atténuante du fait que les clercs, qu'ils soient laïcs ou religieux, ont trahi leur mission, qui est de promouvoir ces valeurs, en s'accommodant eux-mêmes de l'arme nucléaire. Il existe une réelle indécence à dépenser des milliards d'Euros à une œuvre de mort qui nous menace plutôt qu'elle nous protège, au détriment de nombreuses œuvres de vie qui se trouvent en manque de moyens.

François Mitterrand aurait pu préciser que le général de Gaulle était également "en retard d'une démocratie". Il est remarquable qu'Emmanuel Macron ait décidé de justifier l'arme nucléaire en dehors de tout débat démocratique. Pas un seul député n'est intervenu au sein de l'Assemblée Nationale pour mettre en doute le choix nucléaire du Président de la République. Les Insoumis eux-mêmes se sont soumis sans oser la moindre contestation. Et où sont les écologistes dans cette affaire, alors même que l'arme nucléaire devrait susciter de leur part une opposition irréductible ? Il est vrai qu'un ministre d'Etat est censé les représenter au sein du gouvernement, mais, précisément, il s'agit d'un ministre de l'Etat et non pas de l'écologie.

Face à la menace terroriste

D'une manière plus générale, prétendre que face à la menace terroriste, la France est en guerre, c'est encore être en retard d'une stratégie et d'une morale. Le terrorisme n'est pas la guerre. La caractéristique de la stratégie terroriste est de permettre, par les moyens techniques les plus simples, de contourner et de mettre en échec les dissuasions militaires dont les moyens techniques sont les plus sophistiqués. Alors que les grandes puissances industrielles prétendent détenir les armes qui rendent inviolable leur sanctuaire national, l'arme des terroristes vient porter la violence, la destruction et la mort au cœur même de leurs villes. Le terrorisme vient prendre à revers la défense des sociétés modernes en sorte que les armes les plus puissantes s'avèrent inutiles et vaines aux mains des décideurs politiques et militaires. La stratégie du terrorisme pose donc comme postulat le refus de la guerre. Ce qui caractérise la guerre, c'est la réciprocité des actions décidées et entreprises par chacun des deux adversaires. Or, précisément, face à l'action des terroristes, aucune action réciproque ne peut être entreprise par les décideurs adverses. Ceux-ci se trouvent dans l'incapacité de répondre coup pour coup à un adversaire qui se dérobe. C'est donc se fourvoyer que de prétendre combattre le terrorisme en faisant la guerre.

Nous ne pouvons pas nous dispenser de chercher à comprendre le terrorisme, sous le prétexte fallacieux que ce serait déjà commencer à le justifier. En réalité, comme toute stratégie d'action violente, le terrorisme a sa propre rationalité politique. Et il est vain de la nier en brandissant son immoralité intrinsèque. Pour éradiquer le terrorisme, c'est-à-dire pour le déraciner, il faut d'abord s'efforcer de comprendre quelles sont les racines historiques, sociologiques, idéologiques et politiques qui l'alimentent. Dès lors que la dimension politique du terrorisme sera reconnue, il deviendra possible de rechercher la solution politique qu'il exige. En définitive, pour vaincre le terrorisme, ce n'est pas la guerre qu'il faut faire, mais la justice qu'il faut construire.

Face à l'extrême tragique de la guerre et du terrorisme, le réalisme ne devrait-il pas nous conduire à réfléchir enfin sur les possibilités offertes par la stratégie de l'action non-violente ? Opter pour la non-violence, c'est précisément refuser d'imiter la violence des violents par une réaction symétrique qui crée un engrenage dans lequel les adversaires se trouvent enfermés dans une spirale de violence. La non-violence vient rompre le cycle des ressentiments, des revanches et des vengeances et devrait nous permettre de rattraper nos retards.

Certes, la non-violence est un risque : elle est le risque même de l'espérance.

* Membre fondateur du Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN)

Auteur de *Libérer la France de l'arme nucléaire*, 2014, Chronique sociale.

www.jean-marie-muller.fr